

## **Transition juste: Pas de politique climatique sans redistribution et sécurité des moyens de subsistance**

Lorsqu'il s'agit de changement techno-écologique, l'UE ne peut pas être critiquée de manière substantielle. Avec le New Deal européen, elle a présenté un programme ambitieux visant à atteindre la neutralité climatique d'ici 2050, qui oblige les États membres à mettre en œuvre des plans et des mises en œuvre climatiques correspondants. Avant tout, la Commission européenne est généralement le conducteur et non le freineur.

Tout d'abord, laissons de côté la question de savoir si la croissance économique revitalisée, les avantages concurrentiels mondiaux, etc. envisagés par ce New Deal européen peuvent représenter des objectifs progressistes de transformation socio-écologique. Quoi qu'il en soit, la critique de gauche commence par la question de savoir comment cette grande transformation technologique (qu'elle conduise ou non à la croissance) puisse se produire d'une manière socialement juste.

Il est vrai que l'UE envisage un « fonds social pour le climat » dans le sens de sa volonté de mettre de côté un « pilier social » pour la libéralisation néolibérale des marchés, observée depuis une dizaine d'années. Il est principalement destiné à financer la rénovation des bâtiments, les mesures d'intégration des énergies renouvelables et la mobilité sans émissions. Toutefois, une partie de cette somme devrait également être autorisée à être utilisée pour une aide directe au revenu « temporaire ». L'argent doit provenir des recettes du système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (SEQE-UE). À partir de 2026, il y aura également une obligation d'acheter des quotas d'émission dans les secteurs résidentiel et des transports (EU-SEQE II). Le Fonds social pour le climat devrait générer 87 milliards d'euros de recettes pour les années 2026 – 2032, y compris la contribution financière de 25 % des États membres.

L'approche de l'UE, qui consiste à utiliser les recettes provenant de l'augmentation nécessaire du coût de l'utilisation des énergies fossiles à la fois pour subventionner des mesures techniques d'évitement (rénovations de bâtiments) et pour des paiements directs aux personnes concernées, est correcte en principe. Compte tenu de l'ampleur de la transformation, cependant, ce ne sera qu'une goutte d'eau dans l'océan. Pour chaque citoyen de l'UE, cela s'élève à 32 € par an (pour la rénovation et l'aide au revenu). L'allègement réel des coûts, voire la redistribution vers le bas, semble différent. Pour y parvenir, il faudrait mobiliser un multiple d'impôts sur le patrimoine et les successions.

La gauche critique souvent l'augmentation du prix de l'énergie par le biais des systèmes d'échange de quotas d'émission, mais elle s'appuie sur des réglementations (politique de régulation). Cependant, cela ne change rien au problème des personnes pauvres qui sont touchées de manière disproportionnée : la loi sur l'énergie des bâtiments en Allemagne, par exemple, qui sera suivie d'une expansion à l'échelle européenne selon les plans de l'UE et qui est absolument nécessaire pour atteindre les objectifs de la politique climatique, entraîne également des charges financières supplémentaires en raison de l'obligation d'installer des systèmes de chauffage post-fossiles. Malheureusement, ce n'est pas simplement le cas que « le soleil n'envoie pas de facture », comme cela a été annoncé pour le changement dans les années de l'euphorie initiale de l'éco-technologie. L'utilisation des énergies renouvelables est plus complexe et plus coûteuse que la combustion précédente de combustibles fossiles à bas prix. C'est précisément sur cela que les partis orientés économistes fondent leur rejet général (AFD) ou partiel (BSW) de la politique climatique : « 'Nous', le 'citoyen' et 'l'économie allemande', ne pouvons pas nous le permettre. »

D'un autre côté, une position progressiste de gauche sur le « Care » signifie : une politique climatique autant que nécessaire, mais cela ne doit pas entraîner de coûts supplémentaires pour la moitié la

plus pauvre. D'un autre côté, on peut s'attendre à une solidarité financière de la part d'une « classe moyenne » saturée et bien rémunérée, qui va bien au-delà des 1 % ou 10 % les plus riches souvent mentionnés par les gauchistes – d'une manière quelque peu populiste. L'argent des plus hauts revenus ne doit pas seulement être utilisé pour fournir une compensation financière temporaire, mais aussi pour établir à long terme « l'absence de peur face au changement » - que ce soit avec un revenu de base ou d'autres garanties de sécurité économique existentielle. Au niveau de l'UE, cela peut se faire au moyen de lignes directrices correspondantes d'une « véritable transition juste », que les États membres doivent mettre en œuvre dans un délai limité – adapté à leurs structures d'État-providence très différentes au cours de l'histoire.

On peut se demander si le problème fondamental de la répartition des coûts de la transformation sera résolu de manière adéquate par la socialisation du secteur de l'énergie (qui est souvent la réponse de gauche). Certes, il y a des profits excédentaires dans des situations de marché particulières (comme au début de la guerre en Ukraine) qui sont inacceptables et doivent être écrémés. En général, cependant, les coûts de production d'énergie dans les mains du secteur public ne seraient inférieurs que des taux de profit (peut-être de 3 à 6 %). Cela ne s'oppose pas à la recherche d'une production d'énergie à but non lucratif dans les mains du secteur public, en particulier dans le développement de nouvelles infrastructures de réseau, de nouvelles technologies de stockage, etc. D'autre part, une localisation de la production d'énergie dans le sens d'un découplage profond de l'échange d'énergie lié au réseau, même sur de longues distances (par exemple de la mer du Nord à la région de la Ruhr ou à Stuttgart), est illusoire en termes de technologie d'approvisionnement et, en tant qu'idée de découplage (autosuffisance) de la société, n'est pas non plus une idée progressiste de gauche de la coopération sociale.

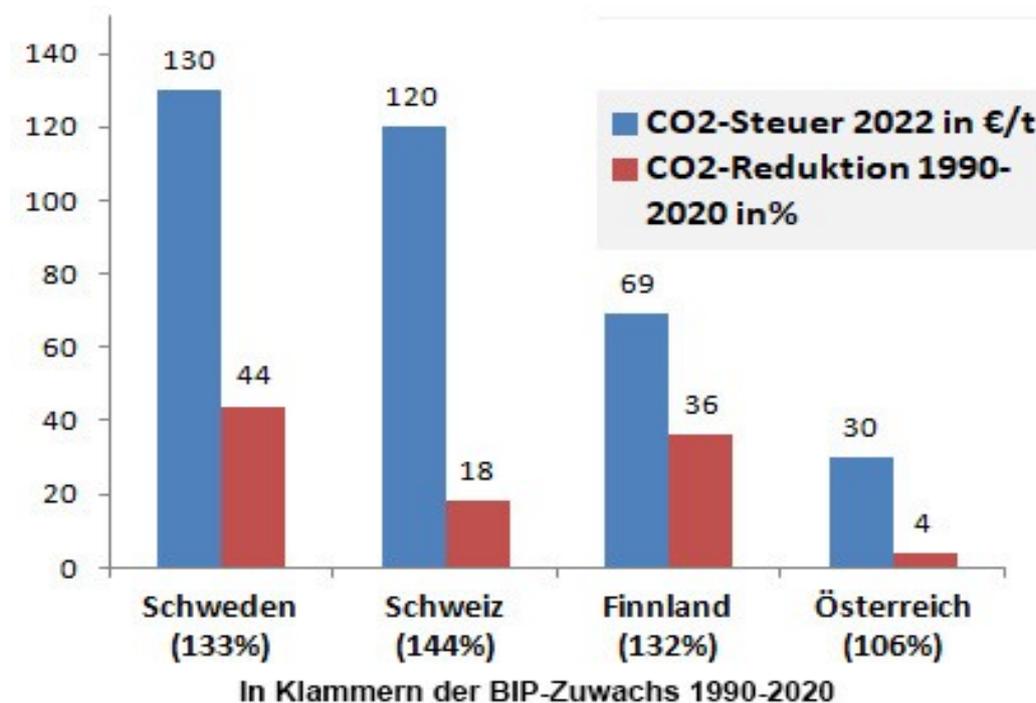
### **Importance de la tarification du CO<sub>2</sub> dans l'UE**

La teneur en CO<sub>2</sub> de l'atmosphère continue d'augmenter, tout comme la température mondiale, avec des événements extrêmes catastrophiques déjà visibles. En 2023, une augmentation moyenne de la température mondiale de 1,45 °C par rapport aux niveaux préindustriels a été mesurée. Cela signifie que le seuil inférieur de l'Accord de Paris sur le climat a déjà été atteint. 1,5 °C – 2,0 °C est considéré comme la limite au-delà de laquelle les dommages irréversibles (points de basculement) ne peuvent plus être évités.

Il est donc urgent de réduire drastiquement les émissions de CO<sub>2</sub>. En général, l'augmentation de la tarification des émissions de CO<sub>2</sub> est considérée comme un moyen efficace d'inciter à passer à des procédés de fabrication à faible intensité de CO<sub>2</sub>. À l'échelle mondiale, l'Europe est bien avancée dans la planification et la mise en œuvre de la tarification du CO<sub>2</sub>. Les grands émetteurs tels que l'Inde, la Russie, les États du Golfe, de nombreux États américains et l'Australie n'ont pas encore utilisé cet instrument, et dans la plupart des autres pays, le prix du CO<sub>2</sub> est inférieur à 1/10 par rapport à l'Europe, y compris la Chine, où 1 % du prix moyen européen est prélevé dans des régions limitées. Parmi les leaders en matière de tarification du CO<sub>2</sub> figurent la Suède, la Suisse et les Pays-Bas. Dans ces pays, une fiscalité élevée est acceptée, car des compensations sociales sont versées à la population la plus pauvre. Dans le même temps, on peut noter que plus la taxation du CO<sub>2</sub> est élevée, plus l'objectif de réduction du CO<sub>2</sub> est élevé, sans effet sur le PIB (fig. 1).

La tarification du CO<sub>2</sub> s'effectue de deux manières : par une taxation directe de tous les produits dont la production produit du CO<sub>2</sub> ou par la vente/vente aux enchères d'un nombre

limité de certificats de CO<sub>2</sub> aux émetteurs de CO<sub>2</sub>. Afin d'inciter à réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, les prix des émissions de CO<sub>2</sub> doivent augmenter au fil du temps dans les deux cas. Les certificats CO<sub>2</sub> disponibles dans le commerce sont de plus en plus chers en raison des pénuries jusqu'à zéro (2050). Une vente aux enchères et la fixation d'une limite supérieure n'auront pas lieu en Allemagne avant 2026. Des calculs scientifiquement solides ont montré qu'avec un prix du CO<sub>2</sub> de 200 à 300 €/t de CO<sub>2</sub> en 2030, le prix de l'essence augmentera de 70 centimes/l, et avec un prix du CO<sub>2</sub> de 400 €/t, le CO<sub>2</sub> en 2040 augmentera de 94 centimes/l. Cependant, ces dates ne sont pas encore très certaines, car le cadre politique peut changer considérablement d'ici à 2040.



**Fig.1** : Tarification du CO<sub>2</sub> sur les émissions de CO<sub>2</sub>

La taxation du CO<sub>2</sub> frappe plus durement les groupes à faible revenu (par exemple en raison des coûts de chauffage élevés avec des combustibles fossiles), même s'ils ont une empreinte CO<sub>2</sub> (par exemple en raison d'une mobilité réduite) plus faible. En ce qui concerne les pays, la population des pays les plus pauvres est également la plus touchée. Ici, l'énergie est principalement produite à partir de centrales au charbon et au gaz, ce qui oblige à acheter des certificats de CO<sub>2</sub> de plus en plus chers. La figure 2 montre la charge pesant sur la population dans les différents pays de l'UE. En l'absence de bouleversements sociaux, la taxation du CO<sub>2</sub> n'est donc possible qu'en restituant l'argent du CO<sub>2</sub> à la population. Il s'agit notamment de l'« argent climatique » prévu. Selon l'UBA, l'argent climatique est actuellement de 130 € par personne, et à partir de 2027 de 250 €. Cela correspond au chiffre d'affaires généré par le négoce de certificats (2023 : 18,4 milliards d'euros). Le décaissement de l'argent climatique a jusqu'à présent été suspendu en raison de l'opposition du FDP. En plus de l'argent climatique, des compensations sociales sont possibles par le biais de réductions d'impôts pour les bas revenus, de subventions pour le développement des énergies renouvelables ou du financement des transports publics locaux.

## Strompreisranking mal anders

So viele Stunden muss man arbeiten, um 200 Kilowattstunden zu bezahlen.

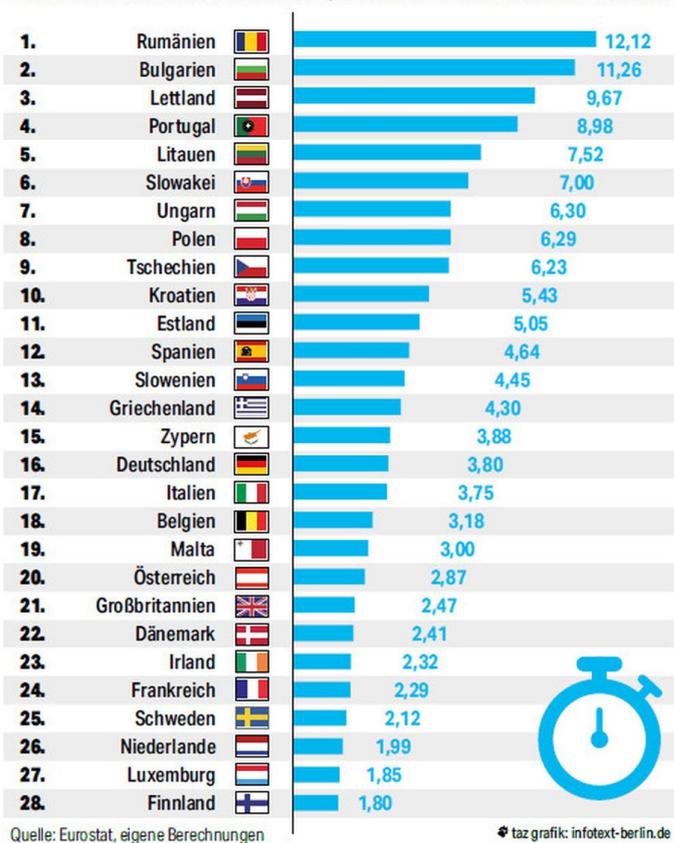


Fig. 2 : Part des coûts de l'électricité dans les revenus de la population

En plus du système national d'échange de quotas d'émission, il existe également un système européen d'échange de quotas d'émission avec la directive européenne ETS 1 (secteur de l'énergie et des installations industrielles). À partir de 2027, la directive européenne ETS 2 entrera en vigueur pour les secteurs des bâtiments et des transports terrestres, remplaçant ainsi l'échange national de quotas d'émission. Là aussi, les recettes sont destinées à la compensation sociale : d'ici mi-2025, chaque État membre pourra soumettre à la Commission européenne des plans nationaux de climat social assortis de mesures concrètes afin de recevoir des fonds supplémentaires provenant du négoce de certificats. Cela signifie que les pays les plus pauvres dont les émissions de CO<sub>2</sub> sont relativement faibles peuvent également bénéficier de certificats de CO<sub>2</sub>.

### Quelle serait la position de gauche à ce sujet ?

La tarification des émissions de CO<sub>2</sub> est un instrument important, mais non suffisant, pour la réduction nécessaire des émissions de CO<sub>2</sub>. L'UBA estime les dommages environnementaux de 1 t de CO<sub>2</sub> à 200-800 €. Cela ne prend pas en compte les coûts consécutifs au dépassement des points de basculement. Même la tarification la plus élevée du CO<sub>2</sub> prévue à l'avenir est loin d'atteindre cet objectif. En outre, il y aura toujours des certificats CO<sub>2</sub> gratuits (par exemple pour l'aviation jusqu'en 2027). Pour nous, cela signifie:

- Les certificats de CO<sub>2</sub> et les taxes sur le CO<sub>2</sub> doivent couvrir tous les domaines.
- Les certificats CO<sub>2</sub> doivent devenir considérablement plus chers.

- Les subventions nuisibles à l'environnement (2018 : 65,4 milliards d'euros en Allemagne) doivent être supprimées et remplacées par d'autres réglementations visant à réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Les subventions provenant du privilège de la voiture de société, de l'indemnité pendulaire, du gazole et du kérosène dépassent les recettes provenant de la tarification du CO<sub>2</sub>. En 2018, elles représentaient 47 % de toutes les subventions nuisibles à l'environnement.
- Les transports publics doivent être massivement développés afin de réduire drastiquement le trafic individuel.
- Les revenus générés par les certificats de CO<sub>2</sub> doivent être investis dans des mesures d'adaptation au changement climatique d'une manière socialement acceptable. Cela inclut l'argent climatique, qui ne doit pas être distribué de manière dispersée, mais doit bénéficier en particulier aux personnes à faible revenu.
- À long terme, l'approvisionnement en énergie et les transports publics devraient être nationalisés afin d'éviter la maximisation des profits.

### Qu'en dit l'AfD ?

L'AfD veut inverser la transition énergétique. Elle qualifie la protection du climat d'« aberration » et rejette l'Accord de Paris sur le climat. Ainsi, il rejette toutes les mesures visant à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> :

- Arrêt de la négociation de certificats
- Maintenir en activité les centrales au charbon et au gaz et mettre fin immédiatement à l'élimination progressive du charbon
- Réparation des lignes Nordstream 1 et 2 et construction de terminaux méthaniers supplémentaires
- Pas de restriction de la mobilité individuelle
- Rejet de la poursuite du développement de l'énergie éolienne et rejet des subventions à l'énergie éolienne et photovoltaïque

Il n'est pas question d'une charge accrue pour la population la plus pauvre, et certainement pas d'une compensation sociale.

Toutes les revendications de l'AfD conduisent à une énorme augmentation des émissions de CO<sub>2</sub> et donc - en alliance avec d'autres partis d'extrême droite - à une augmentation catastrophique de la température vers 4°C. Ne rien faire est certainement le plus coûteux, et pas seulement financièrement.